



QUAND SANTÉ CANADA AUGMENTE DES SEUILS DE RÉSIDUS DE PESTICIDES SUR DES PESTICIDES INTERDITS EN EUROPE

pour diffusion immédiate

PLUS D'INFORMATIONS :

Thibault Rehn
514 582-1674
contact@vigilanceogm.org

Vigilance OGM
24B, rue principale Sud St
Sutton, J0E 2K0
Québec



À PROPOS DE VIGILANCE OGM

Vigilance OGM est un organisme à but non lucratif préoccupé par ce que l'on met quotidiennement dans notre assiette et par l'impact des modes de production des cultures génétiquement modifiées sur la santé humaine et environnementale. Vigilance OGM travaille à faire germer un Québec sans OGM.

Mercredi 28 août, Montréal - À l'aube de la fin du très décevant « processus de transformation » de Santé Canada — visant à « favoriser la transparence, l'utilisation de données scientifiques probantes et indépendantes et les contributions aux processus décisionnels » (1), Vigilance OGM a passé sous la loupe le travail de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA), durant la dernière année, sur son encadrement des limites maximales de résidus (LMR) de pesticides. Vigilance OGM a notamment découvert que certaines consultations portaient sur des pesticides interdits en Europe, du fait de leurs effets sur la santé humaine et sur l'environnement.

« Trois ans et 42 millions de dollars plus tard, le constat est amer: rien n'a donc été transformé et l'avenir s'annonce toujours aussi opaque », résume Laure Mabileau, responsable de la campagne Sortir du glyphosate chez Vigilance OGM. « Santé Canada n'a pas adressé l'enjeu de l'influence de l'industrie sur son travail : ça explique cet échec ».

Rappelons-nous : à l'été 2021, Santé Canada avait créé le scandale en proposant l'augmentation des seuils de résidus de glyphosate autorisés sur de nombreux aliments, et ce, à la demande de son principal fabricant, Bayer/Monsanto. S'en était suivi le gel des augmentations de LMR et le lancement d'un grand processus de réflexion chez Santé Canada.

DES PESTICIDES INTERDITS EN EUROPE

Santé Canada, alors en croisade pour justifier qu'elle protège bien la santé des Canadiens et des Canadiennes, a lancé huit consultations pour établir et/ou modifier des LMR sur sept pesticides interdits en Europe. Rappelons que ces pesticides ont été interdits en raison des préoccupations concernant leurs effets sur la santé humaine et/ou l'environnement sur la base d'études scientifiques récentes et indépendantes.

Six de ces consultations ont porté sur l'ajout de nouvelles denrées, et deux ont proposé une augmentation des précédents seuils. Pour le cyclanilprole (2) des multiplications de 7,5 et 3,5 des précédents seuils sur, respectivement, les piments/aubergines et tomates ; et pour le tolfenpyrade (3) une multiplication par 1,3 sur la roquette et le cresson. Ces deux consultations ont été demandées par l'industrie des pesticides, dont une en commun avec le gouvernement.

« Il est difficile de comprendre comment des pesticides peuvent être interdits en Europe, mais autorisés ici — comme si nous avons une plus forte résistance aux pesticides » souligne Mme Mabileau. « Quand je vois l'écart que nous avons avec l'Europe entre les normes ou les produits autorisés, je m'inquiète pour la population, pour les agriculteurs et les agricultrices qui les manipulent, mais aussi pour l'environnement et la biodiversité. »

QUAND SANTÉ CANADA AUGMENTE DES SEUILS DE RÉSIDUS DE PESTICIDES SUR DES PESTICIDES INTERDITS EN EUROPE

pour diffusion immédiate



PLUS D'INFORMATIONS :

Thibault Rehn
514 582-1674
contact@vigilanceogm.org

Vigilance OGM
24B, rue principale Sud St
Sutton, J0E 2K0
Québec



DE NOMBREUX AUTRES DOSSIERS TOUT AUSSI INQUIÉTANTS

Ce n'est pas le seul dossier qui inquiète l'organisation environnementale.

Abamectine - Le Canada propose d'augmenter les LMR de l'abamectine, alors que l'Europe vient de revoir les siennes à la baisse suite au dévoilement de huit études cachées (de l'industrie) par l'industrie. Syngenta n'a effectivement pas soumis les mêmes études aux autorités européennes et états-uniennes. Une étude indépendante ayant débusquée le subterfuge, l'Europe a — après avoir fait une réévaluation à la lumière des études cachées — présenté des LMR beaucoup moins élevées que celles actuellement proposées par Santé Canada.

S-métolachlore - Le 23 juillet dernier, l'herbicide ayant le plus d'impact sur la santé et l'environnement au Québec a été interdit en Europe. Le dépassement des normes de qualité des eaux en Europe aura eu raison du pesticide. Santé Canada ne s'inquiète pas et pour cause : ses normes à elle ne sont pas dépassées car elles sont beaucoup plus élevées.

DCPA - Récemment alerté par ses conséquences néfastes sur les fœtus, c'est le DCPA qui a fait la une aux États-Unis suite à l'alerte lancée par les autorités sanitaires pour veiller à ce qu'aucun pesticide à base de DCPA ne soit encore utilisé. Ici, Santé Canada est critiquée pour son silence devant la gravité de la situation. Malgré une couverture médiatique importante, le gouvernement ne semble pas vouloir rattraper le tir et communiquer largement avec les personnes qui ont fait des stocks importants de cet herbicide.

« La multiplication des situations mettant en doute la crédibilité de Santé Canada est — dirait-on — hors de contrôle », s'exclame Laure Mabileau. « Les seules réponses du ministère à des problématiques de santé publique semblent être de l'ordre de « changer les étiquettes », c'est désolant. »

À PROPOS DE VIGILANCE OGM

Vigilance OGM est un organisme à but non lucratif préoccupé par ce que l'on met quotidiennement dans notre assiette et par l'impact des modes de production des cultures génétiquement modifiées sur la santé humaine et environnementale. Vigilance OGM travaille à faire germer un Québec sans OGM.